

Allocution de SEM Robert Fillon, Ambassadeur, Représentant permanent de la Principauté de Monaco près l'Office des Nations Unies à Genève, lors de la Conférence de Doha sur le financement du développement (29 nov – 2 dec 2008)

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames, Messieurs, chers Collègues,

Ma première pensée et celle des Autorités de mon Pays vont tout naturellement au Gouvernement et au peuple de l'Inde, si durement frappés par des attentats terroristes d'une violence extrême et qui ont atteint sans discrimination des officiels et des civils. Nous comprenons et nous partageons la douleur des familles et leur adressons un message de sympathie attristée.

Notre participation à la Conférence de Doha est la réaffirmation de nos engagements à assumer nos responsabilités dans le domaine du développement. Ces engagements ont d'autant plus de poids et de valeur dans le contexte de crise sans précédent auquel nous faisons tous face aujourd'hui. L'objectif des 0,7% du Revenu National Brut consacrés à l'Aide publique au Développement, tel qu'il a été défini à Monterrey, est pour nous une référence fondamentale. Nous l'atteindrons en 2015.

Pour ce faire, nous avons décidé que le montant de nos crédits d'aide publique allait augmenter chaque année de 25 %. C'est ainsi que, depuis Monterrey, notre Aide Publique au Développement a été multipliée par 3.

Les moyens qui sont les nôtres en matière d'aide publique au développement, nous avons voulu les consacrer en toute priorité à la lutte contre la pauvreté, ce que nous déclinons en quatre domaines d'intervention qui s'inscrivent pleinement dans les objectifs du Millénaire pour le Développement : la santé, l'éducation, la micro-économie et la préservation de l'environnement.

Avant même la crise alimentaire, notre coopération s'attachait aussi à reconnaître l'importance de la lutte contre la désertification, du développement rural et de la sécurité alimentaire. A cet égard, nous soutenons pleinement les efforts du Secrétaire général et de son Equipe spéciale chargée de la lutte contre la faim qui doit tracer la voie à suivre par les Gouvernements et la société civile, afin de garantir qu'au XXIème siècle plus personne ne meure de faim.

Notre expertise nous permet aujourd'hui d'apporter un appui au secteur de la micro-finance dans nos Pays partenaires en Afrique.

La crise actuelle ne nous fera pas réviser nos engagements à la baisse. Au contraire, nous allons amplifier notre coopération avec les Pays africains les plus pauvres. Nous joignons aussi notre voix à celle des autres Pays qui ont appelé à une meilleure participation des Pays africains aux Institutions internationales.

Cette crise, multidimensionnelle, et qui affecte toutes les populations du monde, appelle une réforme urgente et en profondeur de l'architecture du système économique et financier international, dans l'optique d'un monde plus solidaire qui garantisse une meilleure équité.

Elle exige aussi que la Communauté internationale prenne des engagements dans le domaine des changements climatiques, dans la perspective de la Conférence de Poznan qui

aura lieu la semaine prochaine pour préparer l'après-Kyoto, dont la concrétisation est attendue en 2009 à Copenhague. Notre Chef de l'Etat, Son Altesse le Prince Albert II, s'est engagé personnellement avec détermination sur ces questions.

L'ampleur mondiale de la crise à laquelle nous sommes tous confrontés requiert donc une solution concertée, un multilatéralisme plus équilibré et un développement résolument tourné vers l'humain.

Je vous remercie de votre attention.